

Les crédits

J'ai eu récemment l'occasion de me trouver à côté d'un Australien qui m'a appris que le gouvernement australien ne versait pas de subventions. Ce gouvernement mène la vie dure à ses agriculteurs et ces derniers se trouvent dans une situation difficile. Les autorités ont pris la peine d'aller en Europe pour tâcher de faire comprendre aux Européens qu'ils paient en réalité trop cher pour leurs produits.

J'ignore ce qu'il faut faire pour convaincre nos concurrents, les Européens notamment, qu'il est temps qu'ils changent de point de vue. Je suppose que c'est leur mentalité qui veut ça. Si je ne m'abuse, cette mentalité remonte à l'après-guerre, moment où ils ont décidé de ne plus dépendre de personne pour leur alimentation. Il est temps que le monde entier se rende compte que des situations comme celle-là ne se reproduiront probablement pas. Il se peut, une fois qu'on aura abaissé les prix et établi les mêmes règles du jeu pour tous, qu'on puisse vendre des produits alimentaires aux pays du tiers monde à des prix abordables.

M. Crawford: Nous ferions faillite.

M. Bjornson: Nous ne ferons pas faillite si nous travaillons fort et faisons preuve de bon sens. Nous pouvons cultiver la terre et vendre nos produits sur un marché régi par des règles qui seraient les mêmes pour tous et concurrencer n'importe quel pays du monde. Il faut simplement qu'on nous en donne l'occasion. Vous faites partie de ce secteur. Ne souhaiteriez-vous pas avoir cette possibilité?

M. Crawford: Certainement!

M. Bjornson: C'est ce que nous essayons de faire. Nous allons garder l'esprit ouvert. Nous voulons faire avancer les négociations du GATT. C'est une des politiques du gouvernement, et je pense que nous nous y conformons. Nous ne reculons pas. Nous essayons d'aller de l'avant.

Nous devrions examiner les subventions que les pays d'Europe ont versées en 1979-1980. La CEE importait alors 12 millions de tonnes de blé et de céréales secondaires. On s'attend à ce qu'elle exporte l'année prochaine 27

millions de tonnes de blé et de céréales secondaires, ce qui représente une augmentation de 39 millions de tonnes. Comme les pays d'Europe essaient de préserver leur secteur agricole, ils accroissent leurs subventions. Parce qu'ils accroissent les subventions, les agriculteurs cultivent plus, tant et si bien qu'ils envahissent tout d'un coup nos marchés. C'est seulement à cause des subventions. Si ces agriculteurs avaient ensemencé, payé leurs taxes et ainsi de suite, comme doivent le faire les agriculteurs canadiens, je suis sûr que leur attitude serait bien différente. Ils ne feraient pas tout cela avec autant d'empressement.

Je ne connais pas la solution à ce problème. J'espère que, d'ici peu, la Communauté européenne examinera la question. Peut-être les partenaires de l'Europe de 1992 prendront-ils le temps de se pencher sur le problème. Peut-être alors trouverons-nous la solution!

Il est extrêmement important, dans nos rapports et dans nos politiques, d'être prêts à passer à l'action. Nous voulons planifier et, le moment venu, nous réagissons. Nous ne pouvons pas nous contenter de redouter ce qui arrivera en 1990 et 1992 pour découvrir alors que nous ne sommes plus dans le coup.

Je le répète, le ministre du Commerce, le ministre de l'Agriculture et le ministre responsable des Céréales et des Oléagineux ont adopté la bonne attitude. Nous allons peut-être vivre des temps difficiles. La situation n'est pas facile à l'heure actuelle. L'Ouest bénéficie maintenant d'une aide de un milliard de dollars, et je crois savoir que le tour de l'Ontario viendra bientôt.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 18 heures, j'ai le devoir d'informer la Chambre que, conformément au paragraphe 81(17) du Règlement, le débat sur la motion est expiré.

En conséquence, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 heures.)